



**MINISTRE DES MINES**

*Le Ministre*

**ARRETE MINISTERIEL N°...0.4.1.0/CAB.MIN/MINES/01/2016 DU 0.2. SEPT 2016  
PORTANT AGREMENT DE LA COOPERATIVE MINIERE DE KIMBI**

**« COOMIKI »**

**AU TITRE DE COOPERATIVE MINIERE**

**Misisi, Groupement Basikasilu, Secteur de Ngandja, Territoire de Fizi, Province du Sud-Kivu**

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36 lettre f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, spécialement ses articles 234 et 235 ;

Vu le Décret du 24 mars 1956 relatif aux coopératives ;

Vu l'Ordonnance n° 21-235 du 08 août 1956 relative à la forme des statuts des coopératives indigènes ;

Vu l'Ordonnance n° 014/078 du 07 décembre 2014 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres et des Vice-Ministres, telle que modifiée et complétée par l'Ordonnance n° 15/075 du 25 septembre 2015 portant réaménagement technique du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République, et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1<sup>er</sup> lettre B point 19 ;

Considérant la demande d'agrément au titre de Coopérative minière introduite en date du 27 mai 2016 ;

**A R R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La Coopérative Minière de Kimbi « **COOMIKI** » dont le siège est établi à Misisi, Groupement Basikasilu, Secteur de Ngandja, Territoire de Fizi, Province du Sud-Kivu, est agréée au titre de **Coopérative minière**.

**Article 2 :**

La Coopérative Minière de Kimbi « **COOMIKI** » ne peut effectuer les travaux d'exploitation artisanale que dans une Zone d'Exploitation Artisanale (**ZEA**) à lui attribuer.

**Article 3 :**

L'agrément au titre de la Coopérative minière confère à la **Coopérative Minière de Kimbi**, le droit de solliciter un Permis de Recherches.

**Article 4 :**

La Coopérative Minière **de Kimbi** « **COOMIKI** » est notamment tenue de :

- transmettre le rapport de ses activités à la Direction des Mines ;
- veiller au respect par les exploitants miniers artisanaux de la législation minière, spécialement ses aspects environnementaux sous l'encadrement du SAESSCAM ;
- s'acquitter des impôts et taxes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en République Démocratique du Congo.

**Article 5 :**

Sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en République Démocratique du Congo, le présent agrément peut être retiré en cas de violation des dispositions des articles 2 et 4 ci-dessus.

**Article 6 :**

Le Secrétaire Général des Mines et le Coordonnateur Général du SAESSCAM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 02 SEP 2016

**Martin KABWELU**

**Ampliations**

• Cabinet du Président de la République	: 1
• Cabinet du Ministre des Mines	: 2
• Secrétariat Général des Mines	: 1
• Cadastre minier	: 1
• CTCPM	: 1
• SAESSCAM	: 1
• Direction des Mines	: 1
• Direction de Géologie	: 1
• Direction des Investigations	: 1
• Direction chargée de la Protection de l'Environ.	: 1
• Div. Prov. des Mines & Géologie du ressort	: 1
• La Coopérative Minière de Kimbi « COOMIKI »	: 1

13